

PROTECTION DU LITTORAL MÉDITERRANÉEN

«Beaucoup reste à faire», selon Cherif Rahmani

Célébré hier, le Jour méditerranéen de la côte a été l'occasion pour les spécialistes de tirer, encore une fois, la sonnette d'alarme concernant les dangers auxquels sont exposées les zones côtières et plus spécialement celles de la rive sud de la Méditerranée.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Intervenant, hier, lors de la célébration de la Journée dédiée à la Méditerranée, Cherif Rahmani a déclaré que, «l'Algérie ne peut plus tourner durablement le dos à la mer et ignorer son patrimoine».

Pour cette année, l'Algérie cha-peautera les programmes spécifiques au thème de la protection de la Méditerranée, frontière maritime de 22 pays riverains et appartenant à trois continents. Cette région est aussi la plus fragile au monde, alertent les spécialistes. A ce propos M. Cherif Rahmani dira que la zone menacée, subit le poids démographique, l'accroissement des établissements humains ainsi que les activités économiques et les flux touristiques. Ainsi, 33% de la population méditerranéenne vit sur 13% de la superficie des pays riverains

comme la population des régions côtières est passée de 95 millions en 1970 à 143 millions en 2000, et pourrait atteindre 200 millions en 2030. Ceci alors que le nombre des villes a pratiquement doublé en un demi-siècle a rappelé le ministre. Il citera, par ailleurs, les dangers qui menacent les côtes au quotidien tels que l'artificialisation des sols qui progresse à un rythme jugé inquiétant, les rejets agricoles, industriels et domestiques ainsi que la surexploitation des ressources en eau et les érosions côtières.

Cherif Rahmani mettra aussi en évidence le fait que 104 espèces en danger ont été recensées dans la zone, en plus de la baisse des stocks en danger. «Devant l'ampleur des menaces, la communauté des Nations méditerranéennes se devait de mettre un terme à la

dégradation et faire reculer les menaces. Les pays concernés ont mis en place des instruments légaux et institutionnels», a déclaré le ministre notant, en outre, que l'Algérie mène depuis une quinzaine d'années une politique volontariste de protection et de valorisation du littoral. Il évoquera en outre notamment l'adoption par l'Algérie en 2002 de la loi relative à la protection et à la valorisation du littoral, la création du commissariat national du littoral, du fond du littoral ainsi que l'élaboration des plans d'aménagement côtiers.

Selon le ministre, toutefois, beaucoup reste à faire, en dépit des différents programmes et modes de financement ainsi que du programme d'épuration des eaux rejetées mis en place. Ce dernier consiste en une prise en charge des eaux usées d'une capacité de 600 millions de m³ par an et qui a été lancé dans le cadre de la mise en œuvre du schéma directeur de l'eau et de l'assainissement. Il est destiné à assurer le traitement de 90% des affluents en 2014. Le



Photo : DR

Rahmani met en garde contre les dangers qui menacent les côtes.

ministre assurera aussi que l'avenir appartient à la gestion intégrée des zones côtières (GIZC). La célébration, expliquera le ministre, sera aussi l'occasion d'aller vers des actions de sensibilisation des populations et la promotion des pro-

grammes d'éducation environnementale. Cette année, sera mise en valeur l'initiative pour la Méditerranée et la mer noire dans le cadre du développement de la gestion intégrée des zones côtières.

F.-Z. B.

KHENCHELA

Un réseau de trafic d'armes provenant de Libye démantelé

Suite à des investigations et aux renseignements recueillis, la police de Khenchela a, en un temps record, pu mettre la main sur un grand réseau de trafic d'armes provenant de la Libye et utilisées dans plusieurs opérations d'agression dont le kidnapping du directeur régional du Trésor et le vol de 500 millions de centimes et d'un lot de bijoux de son domicile familial.

L'arrestation de cette bande a permis aux services de sécurité de mettre la main sur deux pistolets automatiques de fabrication américaine raménés de Libye, plusieurs véhicules de grandes marques, en plus d'épées et de couteaux utilisés dans les agressions et les vols par ces malfaiteurs. Sept personnes sont accusées d'association de malfaiteurs, d'agressions, de vol du kidnapping et de possession illégale d'armes et de véhicules volés.

Parmi les personnes arrêtées, il y a deux agents de la Protection civile qui s'adonnent au trafic d'armes et 3 faisant partie de la bande qui a kidnappé le directeur régional du Trésor, l'a agressé et lui a volé plus de 500 millions de centimes et un lot de bijoux après avoir menacé sa femme et ses enfants. Présentés devant le procureur général, cinq ont été placés sous mandat de dépôt tandis que les deux autres sont sous contrôle judiciaire. Affaire à suivre.

Benzaïm Abdelouahab

EL TARF

Un élément d'un groupe de soutien au terrorisme arrêté en possession d'un PA

Les investigations menées par la gendarmerie ont abouti, vendredi, à l'arrestation d'une autre personne faisant partie du même groupe de soutien appréhendé dans la nuit de lundi à mardi à Aïn El Assel.

«La personne arrêtée habitait une maison en location, dans la commune d'El Tarf, et avait sur elle un PA (9mm)», ont indiqué des sources crédibles. «La Gendarmerie nationale a interpellé un groupe de personnes dans la commune de Bouteldja, vendredi. Les éléments de ce groupe sont soupçonnés d'entretenir des liens étroits avec celui d'Aïn El Assel», a-t-on fait savoir, par ailleurs.

Daoud Allam

ILS REFUSENT DES LOGEMENTS RURAUX À SIDI AMAR (ANNABA)

Protestation des habitants d'un bidonville d'El Hadjar

Les habitants de la cité «El Moukaouama», communément appelée «El Bani Lahmar», située à la sortie sud de la ville d'El Hadjar (Annaba), sont sortis dans la rue hier matin pour protester contre la situation de l'environnement de leur cité.

A l'aide de pneus enflammés et d'objets hétéroclites, ces derniers ont barricadé la RN 16 menant vers Souk Ahras pour réclamer des améliorations urbaines, tels le bitumage des rues et des trottoirs, l'enlèvement des ordures et

autres détritus encombrants. Les protestataires ont été rejoints par les habitants du bidonville mitoyen, quelque deux cents baraques, et qui refusent de les quitter pour des logements ruraux dans la commune de Sidi Amar, pourtant à

quelques encablures de leurs taudis que traverse un oued pollué, vecteur de maladies pour eux et pour leurs enfants. Ils veulent être logés dans des bâtiments du segment LPL (logement public locatif), anciennement logement social locatif (LSL). Les services de sécurité (policiers et gendarmes) se sont rendus sur les lieux pour parer à tout éventuel dépassement. Après avoir rencontré le chef de la daïra d'El Hadjar à qui ils ont exposé

leurs doléances et qui les a assurés de les prendre en charge, les protestataires se sont dispersés dans le calme.

Près de 800 logements sociaux publics locatifs achevés récemment seront attribués avant la fin de l'année en cours, selon les services de la daïra d'El Hadjar qui précisent que ce quota fait l'objet actuellement d'étude des dossiers des demandeurs par les commissions en charge de cette question.

A. Bouacha

AÏN DEFLA

Deux entrepreneurs se font dérober 590 millions de centimes

Selon des sources concordantes bien informées, le gérant d'une entreprise et un entrepreneur de la wilaya d'Aïn Defla, qui avaient fait deux gros retraits dans deux banques différentes, ont fait l'objet, à une quinzaine de jours d'intervalle, de vol. Les sommes d'argent retirées ont été emportées de leurs véhicules.

Le premier vol a eu lieu le 26 août dernier, non loin de la cité Nadjem.

Le gérant d'une entreprise s'était arrêté, indique-t-on, non loin d'une boucherie pour y faire des emplettes après avoir opéré, au niveau de l'agence BDL d'Aïn-Defla, un retrait de 110 millions qu'il avait laissés dans son véhicule.

Au moment où il allait remonter dans sa voiture, il a constaté que celle-ci a été fracturée et que le sac contenant l'argent avait disparu.

Si en général, la victime d'un vol d'une pareille somme court vers le commissariat le plus proche pour porter plainte, celui-ci ne s'est pas empressé de le faire et il ne le fera que quinze jours plus tard. Inutile de dire que ce retard est préjudiciable pour les besoins de l'enquête.

Le second vol a été commis début septembre. La victime est un entrepreneur originaire de Boumedfaâ à qui on a volé une somme de 480 millions de centimes dans des circonstances quasi simi-

lares. L'entrepreneur venait de retirer la somme d'argent de l'agence BADR d'Aïn Defla. Sur le chemin du retour en direction de Boumedfaâ, il a fait une escale à Khemis Miliana, pour se restaurer, non sans laisser l'argent dans un sac entreposé dans la malle de son véhicule.

Mal lui en prit à son retour : une vitre de sa voiture était brisée, la banquette arrière repliée et le sac d'argent avait disparu.

Il a immédiatement déposé une plainte contre X pour vol par effraction.

Seul indice, dit-on, est la méthode employée.

Cependant, l'argent volé, au contraire des objets, ne laisse pas de traces capables de mener les enquêteurs aux auteurs de ces vols.

Selon une source policière, tous les moyens sont mis en œuvre pour retrouver les coupables.

Par ailleurs, ces vols n'ont pas manqué de soulever nombre d'interrogations : «Comment le ou les voleurs ont-ils eu vent des retraits ? Etaient-ils renseignés ou simplement à l'affût devant les banques dans l'attente d'éventuelles victimes ? De quels moyens disposent-ils ? S'agit-il d'un voleur ou d'une association de malfaiteurs bien organisée ? Telles sont les questions auxquelles les limiers de la police auront à répondre.

«Aucune hypothèse n'est écartée, toutes les pistes font l'objet d'une exploration», nous dit un cadre de la police.

Karim O.